

ACTIONS AGENDA

Poitiers Démosphère : pour plus d'informations : <http://poitiers.demosphere.eu>

- **LUNDI 18 AVRIL 2016** à 11h / devant le palais de Justice / Poitiers
Soutenez Katia Lipovoï et le collectif des habitant-e-s de Beaulieu
- **DIMANCHE 24 AVRIL** à 10h / Parc des Cormiers de Précharaux
Vouneuil sous Biard / **Troc aux plant(e)s**
- **MARDI 26 AVRIL 2016** à 18h30 / Square Magenta / Poitiers
APPEL DU 26 AVRIL : **Tchernobyl, Fukushima, plus jamais ça.**
- **JEUDI 28 AVRIL 2016** à 14h / Pl. de France, quartier des Trois-Cités / Poitiers
Grèves et manifestation à Poitiers le 28 avril Contre la loi travail
- **VENDREDI 29 AVRIL 2016** à 20h30 / Maison du Temps Libre
Vouneuil sous Biard / **Conférence-débat : Gaspiller, c'est piller.**
- **SAMEDI 30 AVRIL 2016** (heure non définie) / Bar Le Plan B
30/32 Boulevard du Grand-Cerf / Poitiers
Formation à la désobéissance civile au Plan B
- **SAMEDI 7 MAI 2016** à 14h / Place d'Armes / Poitiers
Marche Mondiale du Cannabis

CONTRE INFO

BIBLIOGRAPHIE

- ▶ **L'Alphabet du social**
18 octobre 2012 / de Jacques Ladsous, préface de Pierre GAUTHIER
- ▶ **La reproduction : éléments pour une théorie du système d'enseignement**
1970 / de Pierre BOURDIEU et Jean-Claude PASSERON
- ▶ **Pour qui, pour quoi travaillons-nous ?**
21 février 2013 / de Jacques ELLUL
- ▶ **Radicaliser la démocratie : Propositions pour une refondation**
2 avril 2015 / de Dominique ROUSSEAU
- ▶ **La Ferme des animaux**
4 janvier 1984 / de George ORWELL, traduit par Jean QUÉVAL

WEB

Féminisme

- ▶ <http://centculottes.net/vous-desirez-une-conference-gesticulee-sur-le-consentement/>
Une conférence gesticulée, c'est une technique d'éducation populaire prenant la forme de récits de tranches de vie, et des études académiques ou des réflexions théoriques.

- ▶ <http://lysistrata.org>
Association internationale contre les violences faites aux femmes et pour la défense de leurs droits.

Écologie

- ▶ <http://www.reseau-amap.org>
Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique qui a du mal à subsister face à l'agro-industrie.

- ▶ <http://lesincroyablescomestibles.fr>
Transformons nos territoires en immense potager avec les Incroyables Comestibles ! Si chacun fait un geste, on change la ville, si on s'y met tous, on change le monde.

Logement des défavorisés

- ▶ <http://www.jrsfrance.org/welcome-en-france/>
Face à la situation actuelle de manque d'hébergement pour les demandeurs d'asile, JRS France propose un accueil chaleureux dans un cadre qui le rend possible.

L'engagement citoyen

- ▶ getstig.org
(application de démocratie participative)
Stig est une application mobile gratuite de démocratie participative locale et nationale.

TOUS LES SOIRS PLACE D'ARMES
Maréchal Leclerc POITIERS
Assemblée Populaire
NUIT DEBOUT

Stig rassemble les idées de chacun et met en lumière les plus plébiscitées par les citoyens.

- ▶ <http://vooter.co/fr/>
(outil de consultation digital, générateur d'engagement citoyen,)
Vooter est un outil de consultation digital simple, rapide et ludique, générateur d'engagement citoyen, offrant une aide à la décision précieuse pour l'élu.

CINÉMA DOCUMENTAIRE

- ▶ **Comme des lions** (2016)
/de Françoise DAVISSE
«Engagement de salariés de PSA Aulnay contre la fermeture de leur usine»
- ▶ **Merci Patron** (2016)
/de François RUFFIN
« Ruffin montre son parcours pour porter auprès de Bernard Arnault la voix de la famille Klur dont les deux parents ont été licenciés de l'entreprise Ecce (groupe LVMH) à la suite d'une délocalisation de la production. »
- ▶ **Je lutte donc je suis** (2015)
/de Yannis YOULOONTAS
« De Grèce et d'Espagne, un vent du sud souffle sur l'Europe contre la résignation »
- ▶ **Ne vivons plus comme des esclaves** (2013)
/de Yannis YOULOONTAS
« Le tour de la Grèce en crise depuis 2010 »

L'AUTRE
NUMÉRO 1
16 avril 2016
HEBDOMADAIRE
DU REGROUPEMENT CITOYEN
NUIT DEBOUT POITIERS

Journal libre, gratuit et participatif sans autre but que de partage ■ Rejoignez #NUIT DEBOUT partout en France : [//framacarte.org/fr/map/nuitdebout_2186](http://framacarte.org/fr/map/nuitdebout_2186) ■ Ne pas jeter sur la voie publique

LA MORT DOUCEMENT EXTRAIT

"On meurt lentement à ne pas voyager, à ne pas lire, à ne pas écouter de la musique, à ne pas rire de soi.

On meurt lentement à détruire son amour-propre. C'est peut-être une dépression, maladie sérieuse qui requiert une aide professionnelle. Alors on dépérit jour après jour à ne pas vouloir être aidé.

On meurt lentement à ne pas travailler ni étudier, et la plupart du temps ce n'est pas par choix mais plutôt le destin: alors un gouvernement négligent peut tuer lentement une bonne partie de la population.

On meurt lentement à se plaindre tous les jours de malchance ou de la pluie incessante, abandonnant un projet avant de l'avoir commencé, ne cherchant pas à se renseigner sur un sujet méconnu et refusant de répondre quand l'autre s'enquiert de ce que l'on sait.

Nombre de gens meurent lentement, et c'est la mort la plus ingrate et la plus traîtresse qui soit, car lorsqu'elle approche vraiment, on est alors beaucoup moins endurant pour parcourir le peu de temps qui reste. Puisqu'on ne peut éviter une fin soudaine, que l'on évite au moins une mort à petit feu, en se rappelant toujours qu'être vivant exige un effort bien plus grand que le simple fait de respirer."

Martha MEDEIROS

Texte inédit in *L'insurrection poétique, Manifeste pour vivre ici*, Editions Bruno Doucey

LE MÉTIER DE VIVRE

MAYOTTE ■ LA LOI TRAVAIL
PAS D'EXPULSION SANS RELOGEMENT

LES RONDES DE NUIT

ENSEMBLE ■ ACTIONS ■ CONTRE INFO

Contact et infos : nuitdeboutpoitiers@openmailbox.org

<http://nuitdeboutpoitiers.tumblr.com>

@NPoitiers

GROUPE Organisation #NuitDebout86

MAYOTTE GRONDE... DANS LA QUASI-INDIFFÉRENCE

Deux semaines. Il aura fallu attendre deux semaines pour que les médias traditionnels daignent parler de la colère qui gronde actuellement sur les îles de Mayotte, au cœur de l'océan Indien. Loin des rassemblements nocturnes des centres-villes de la métropole, la grève générale lancée par les travailleurs le 30 mars atteint un niveau proportionnel au sentiment d'abandon des Mahorais de la part de l'hexagone. Si télé, radios et journaux s'intéressent enfin à la révolte, c'est en grande partie pour évoquer les violences, «émeutes», «caillassages», «descentes de bandes armées» qui se produisent depuis quelques jours. Des faits menés «en marge du mouvement» par «certains jeunes à la dérive, qui ne sont pas encadrés et n'ont pas de perspectives», selon l'analyse (profonde) de la ministre de l'outre mer, George-Pau Langevin. Pourtant, c'est l'ensemble de l'économie de l'île qui est touché aujourd'hui.

La première annonce faite par le gouvernement s'est donc résumée à l'envoi de renforts pour réprimer la révolte en cours. Mercredi, 16 gendarmes de La Réunion sont arrivés sur place pour enlever les barrages sur la principale route du département. La police et la gendarmerie ont également envoyé des véhicules blindés, et des hélicoptères doivent patrouiller au-dessus de l'île. Plutôt que de prendre la mesure de la situation, le gouvernement montre ses muscles.

■ UN DÉPARTEMENT OUBLIÉ

La raison de cette grève impulsée par une intersyndicale est simple :

devenue le 101e département français en 2011, l'île connaît une situation sociale épouvantable. Les grévistes ne réclament finalement rien d'autre que «l'égalité réelle». Sur cet archipel qui concentre la plus forte densité de population de la France d'outre-mer, avec 603 habitants au km² (226 000 habitants au total), le droit commun n'est pas au niveau de celui de la métropole. Code du travail, salaires, prestations sociales, services publics... Depuis cinq ans, Mayotte vit dans l'ombre. Taux de pauvreté au-delà de 80 %, coût de la vie plus élevé de 7 % par rapport à moyenne nationale, un système scolaire qui fonctionne par rotation tant le nombre d'écoles est faible, un RSA dont le montant représente à peine la moitié de celui de la métropole (268 euros par mois)... S'ajoute à cela le désœuvrement d'une jeunesse immigrée laissée à l'abandon. Originaires des Comores, ces jeunes sont restés à Mayotte suite au renvoi de leurs parents sur leur territoire. Dans ce contexte explosif, les premières déclarations de George-Pau Langevin, qui assure que Mayotte «n'est pas livrée à elle-même» et que «la très grande majorité des Mahorais ne participait pas au conflit», sont affligeantes. La manœuvre, pour monter les habitants les uns contre les autres, est grossière sur un archipel où l'injustice est ressentie depuis des années face à des réflexes coloniaux toujours présents. Mais ces derniers mois, les mobilisations ont changé de nature. Désormais, l'île est le théâtre d'une véritable insurrection, tentative désespérée de montrer qu'elle existe.

PAS D'EXPULSION SANS RELOGEMENT ACTE 1

Lors du rassemblement de dimanche 10 avril, des membres du collectif poitevin D'ailleurs, Nous Sommes d'Ici (DNSI) ont exposé à l'assemblée générale le cas de l'expulsion de quatre familles prévue le lundi 11. Ils ont donc invité l'assemblée à participer, le lendemain, à une action contre l'expulsion sans relogement devant l'immeuble habité par les familles. Plusieurs dizaines de personnes ont défendu le droit au logement lundi matin. France 3 était sur place.

■ L'EXPULSION

Pour un total de vingt personnes, dont douze enfants scolarisés dans l'école du secteur, les familles vivaient, depuis un an dans des conditions d'insalubrité, dans un immeuble inoccupé de la rue Carnot. Faute de travail et de revenus, les occupants du squat, de nationalité roumaine, n'ont pas le droit de rester sur le sol français pour une durée supérieure à trois mois. La Préfecture a également émis une Obligation à Quitter le Territoire Français (OQTF) pour certains membres de ces familles. Un avocat va contester ces OQTF devant le Tribunal Administratif de Poitiers.

L'action de la Préfecture (et la distance de la Mairie dans cette affaire) ne va pas dans le sens d'un relogement digne. En effet, seule une nuit d'hôtel pour les femmes et les enfants était prévue au départ ; le collectif DNSI s'est battu et a obtenu une prolongation des nuitées, pour les hommes aussi. Mais cela se fait dans l'urgence, au jour le jour... Rien de pérenne n'est mis en place. Pire, les familles ont été réparties sur

UN POINT SUR LA LOI TRAVAIL

Le projet de #LoiTravail, reposant sur la « flexisécurité », permettrait de concilier les intérêts divergents de « libertés aux entreprises et de sécurité aux salariés » [1]. Quelles en sont les mesures phares ?

Côté « flexibilité », le projet simplifie le recours au licenciement économique pour les TPE/PME en codifiant ses motifs dégagés par la jurisprudence. Par ailleurs, il réorganise la négociation collective. Désormais, employeurs et salariés concluront, prioritairement aux accords de branche, des accords d'entreprise concernant par exemple le temps de travail.

Côté « sécurité », le projet crée le Compte Personnel d'Activité (CPA), un compte ouvert pour chaque actif qui comprend notamment le droit à la formation et le compte pénibilité. Bien qu'« attaché à la personne », le CPA ne crée pas de nouveaux droits[2].

Ainsi, la loi parvient-elle réellement à offrir plus de souplesse aux entreprises « tout en garantissant les droits des salariés » ? «Nuit debout» pense le contraire... Malgré l'opposition, le Président vient d'annoncer que le texte « ne sera pas retiré »[3].

[1] Réforme du droit du travail : qu'est-ce que la flexisécurité, vendredi 30/10/2015 : <http://www.lcp.fr/actualites/reforme-du-droit-du-travail-quest-ce-que-la-flexisecurite>

[2] « Ce sont des droits que l'on accumule que si l'on est dans l'emploi (...) ainsi meilleur est votre emploi plus grand seront vos droits et les inégalités (persistent) » Claire Vivès, sociologue et chercheur à l'Institut européen du salariat, La fin du salariat ? Une propagande totalement stupide, 18/03/2016 sur arrestsurimages.net

[3] Loi travail, Nuit debout, 2017... ce qu'il faut retenir de François Hollande à Dialogue citoyens, 14/04/2016 http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2016/04/14/hollande-face-aux-francais-ce-qu-il-faut-retenir-de-l-emission-dialogues-citoyens_4902509_4355770.html

plusieurs hôtels, sur plusieurs quartiers, voire sur plusieurs villes (une famille est logée à Châtelleraut). Il est difficile de connaître les décisions futures de la Préfecture, dont le comportement peut être considéré comme honteux.

Le collectif DNSI demande aux autorités que les familles puissent continuer à vivre en France et une solution d'hébergement pérenne. Les parents d'élèves, qui sont à l'origine de la mobilisation, rappellent qu'il est impératif que les enfants roumains puissent poursuivre leur scolarité dans l'école du secteur, où ils sont bien intégrés.

■ L'ACTION

Lundi 11 avril, devant l'immeuble rue Carnot il y avait d'un côté les familles expulsées, des parents d'élèves, le collectif DNSI et des militants, et de l'autre un huissier, un commissaire, plusieurs policiers, quelques maçons appelés pour murer l'immeuble avec des parpaings. Les premiers attendaient une décision de relogement digne, les seconds d'exécuter l'expulsion. L'attente a duré de 9h à 16h. En face de l'immeuble, une agence immobilière : en attendant de déloger la famille, les policiers et l'huissier feuilletaient les brochures présentant les logements disponibles sur le marché. Selon des sources sûres, 60 personnes au moins passent la nuit dehors à Poitiers. Parfois la vie nous montre les contradictions et les injustices de notre société. A nous de les voir. Ou pas.

PAS D'EXPULSION SANS RELOGEMENT ACTE 2

Quand Jean-Marie s'est présenté, ce lundi 11 avril face à l'assemblée générale de Nuit Debout Poitiers, combien de fois avait-il déjà raconté son histoire ? Combien de fois ses sanglots s'étaient étouffés dans le vide ? L'histoire, elle est simple, encore trop banale. Une expulsion imminente, la peur d'entendre l'huissier sonner à sa porte à chaque instant, aucune solution de relogement proposé, et ce mélange de honte et de dignité qui l'interdit d'en parler à sa famille...

Une commission anti-expulsion se forme au sein de l'assemblée. Le but : faire bloc contre huissiers ou policiers qui voudraient expulser Jean-Marie hors de chez lui, et trouver avec lui des recours et des solutions de relogements dignes. Le matin du 12 avril, nous partons avec lui à la rencontre de l'assistante sociale en charge de son dossier. Finalement, Jean-Marie a obtenu une nouvelle étude de son dossier. Devant la pression du groupe, l'huissier en charge du dossier a

annoncé qu'il n'envisageait plus d'expulser Jean-Marie. Enfin son bailleur, Habitat 86 a pris rendez-vous avec Jean-Marie pour trouver une véritable solution de relogement. Malgré cela, et méfiant par trop de promesses déçues, la commission action anti-expulsion restera vigilant, autant avec Jean-Marie que face à tous ceux qui sont aujourd'hui en situation de mal-logement.

Le 12 avril, Jean-Marie est à nouveau parmi nous sur la place d'Armes. Il prend la parole. La voix est toujours émue, cette fois pour remercier l'assemblée pour l'avoir soutenu. Et certains d'entre nous se demandent, qui est-il quand il ne pleure pas ? Quelle vie a été meurtrie par le mépris du système pour ceux qu'elle a rendu fragiles ? Si aujourd'hui nous agissons c'est parce que nous avons assez de n'être qu'une addition de sanglots et de rages. Parce que nous prétendons à être plus que la situation sociale que l'on nous impose. Parce que nous voulons, enfin, devenir radicalement humain.

LES RONDES DE NUIT

ENSEMBLE NUIT DEBOUT POITIERS DU 9 AU 16 AVRIL

La semaine du 4 avril, une trentaine de personnes s'est réunie tous les soirs Place du Marché pour débattre. Suite à la manifestation pour le retrait immédiat de la loi El Khomri du 9 avril on était près de 300 réuni-e-s place du Maréchal Leclerc, un rassemblement de Pictaves où la parole s'est libérée.

Ensemble on a parlé politique, critiqué la démocratie actuelle et plus particulièrement le vote. L'idée de créer une nouvelle constitution a aussi était évoquée. Ensemble, on a dénoncé le capitalisme, réfléchi sur la définition même du mot travail et son étymologie. Ensemble on a dénoncé la notion de rendement qui entraîne les burn-out, fait le lien entre ce capitalisme qui épuise les ressources et l'écologie. Bien sûr on a aussi parlé de l'économie capitaliste et du

partage des richesses. Le mouvement a petit à petit pris forme avec deux axes forts : la convergence des luttes et les échanges libres.

Après plus de 5h de débat on s'est mis d'accord sur des rendez vous quotidiens : Place d'armes tous les soirs à 18h, et le 16 avril Place de Provence. On a commencé à s'organiser avec la création de trois commissions : Animation (merci pour les idées) Organisation (merci pour les comptes rendus).

Dimanche rebelote, des débats ont émergé, la météo a réduit l'assemblée mais les discussions n'ont pas perdu de leurs forces. En cette fin de week-end on a évoqué la mauvaise répartition des richesses, les inégalités sociales, l'état d'urgence et notre liberté d'action. Mais aussi de la société de

consommation, en envisageant l'avenir vers plus d'autonomie alimentaire. Quand à la direction que prend le mouvement on s'est dit qu'il ne fallait surtout pas retomber dans les schémas classiques, en particulier celui de la reproduction sociale.

Tout au long de la semaine les débats ont continué, le temps a influé sur notre nombre mais tous les jours la parole était libre. En une semaine on aura parlé de répartition des richesses, de notre mode de consommation, de mal logement, d'expulsions, de précarité, de nucléaire, de féminisme et des médias.

Enfin, de ces débats, un début commence à se former : un mouvement pacifiste, où une médiathèque est à disposition de tous, où tous les jours on partage nos repas en espérant libérer les paroles du plus grand nombre.